



Roms et Tsiganes : un atlas pour comprendre

David Frantz

Recensé : Samuel Delépine. 2012. *Atlas des Tsiganes. Les dessous de la question rom*, Paris : Éditions Autrement.

Durant l'été 2012 comme depuis quelques années, la politique française à l'égard des Roms et des Tsiganes soulève de vifs débats. Dans ce contexte, l'ouvrage de Samuel Delépine vient à point nommé : témoin d'un champ de recherche en plein essor, il donne des outils précieux pour penser ces populations et pour connaître, grâce à de nombreuses cartes, leur situation sociale et politique.

L'*Atlas des Tsiganes* entend relever un double défi : d'une part, présenter de manière abordable pour un public large une nébuleuse de populations qui se trouve à la marge des critères classiques de catégorisation statistique et qui, par conséquent, est l'objet de nombreux stéréotypes et généralisations, et, d'autre part, exposer et interroger les politiques auxquelles ces populations sont confrontées dans de nombreux pays européens.

Le travail de Samuel Delépine s'inscrit dans la continuité de son livre *Quartiers tsiganes. L'habitat et le logement des Roms de Roumanie en question* (2007), lui-même dans la veine des travaux de Jean-Baptiste Humeau (1995), le géographe des populations tsiganes en France. Plus largement, les publications et les colloques sur les Tsiganes et/ou les Roms sont de plus en plus nombreux en France depuis quelques années. Ce foisonnement illustre le renforcement récent d'un champ de recherche répondant à une importante demande sociale et politique. À cet égard, cet atlas est le bienvenu pour plusieurs raisons. Il permet d'abord de mettre à la disposition du grand public – par une collection désormais connue des éditions Autrement – la connaissance actuelle sur les Tsiganes, même si un tel format n'est pas exempt de manques ou d'imprécisions. Il interroge ensuite de manière répétée le rapport entre les représentations politiques et les catégories scientifiques : corrections, mises en garde, critiques sont récurrentes pour insister tant sur la complexité de l'objet étudié que sur sa méconnaissance.

Diversité et discrimination

Car parler « des Tsiganes » appelle nécessairement plusieurs débats. On le voit en premier lieu dans le titre et le sous-titre de l'ouvrage, qui évoquent respectivement les Tsiganes et les Roms. Comment les appeler ? Quelle appellation est valable scientifiquement ? Qu'il s'agisse des Tsiganes, des Roms, des gens du voyage, etc., leurs pratiques, leurs histoires ou leurs caractéristiques évoquent une mosaïque de groupes. Parce qu'il n'a pas le choix face à cette diversité, Samuel Delépine met les pieds dans le plat dès son introduction : « Améliorer notre connaissance sur les Tsiganes, [...] ce n'est pas chercher à répondre aux questions "qui sont-ils ?" ou "comment vivent-ils ?" C'est même ne pas se les poser ». Les Tsiganes nous renvoient, en effet, en miroir nos propres représentations du monde (nous, les non-Tsiganes, les *gadgés*). L'obsession

permanente de la catégorisation, quitte à nier la réalité de ces populations (par exemple, le mythe du nomadisme), ne permet pas d'envisager la diversité et l'adaptation circonstancielle comme clés de lecture de la réalité des pratiques de vie.

Cette spécificité débouche logiquement sur la question politique de la place de ces populations au sein des États-nations européens. L'ouvrage pose d'emblée le problème en proposant dès les premières pages un panorama sur l'« histoire contrainte » des Tsiganes, du XIX^e siècle aux guerres de Yougoslavie des années 1990, tout en insistant sur le génocide des Tsiganes par les nazis. Dans l'atlas, l'évocation de leur sort durant la Seconde Guerre mondiale participe à la reconnaissance de ce génocide par l'histoire officielle française et souligne en creux qu'elle est trop souvent occultée. Les recherches historiographiques récentes (Filhol 2004), de même que le récent film de Tony Gatlif, *Liberté* (2010), ont participé de ce mouvement de reconnaissance.

Une autre question centrale concerne les politiques qui ont été adoptées vis-à-vis de ces populations par les États depuis la chute du mur de Berlin. Si le passé des Tsiganes renvoie immanquablement à l'oppression raciste, les migrations internationales au sein du continent européen posent un nouveau problème : la circulation des Tsiganes de l'Europe balkanique, où se trouvent les plus fortes densités, est difficilement acceptée par les États-nations. Les discriminations existent toujours (Slovaquie), et les responsables politiques ont occasionnellement recours à ces boucs émissaires, notamment en Italie (Berlusconi) et en France (Sarkozy).

Une action publique contradictoire

Avec l'illustration de l'action publique donnée pour le cas des gens du voyage en France (quatrième partie), l'atlas met en évidence les problèmes rencontrés en matière d'accès aux droits. Rappeler le statut particulier des gens du voyage, avec le carnet de circulation qui fait suite au carnet anthropométrique, les restrictions au droit de vote, la non-reconnaissance de la caravane comme lieu d'habitat et l'institutionnalisation des aires d'accueil permet de prendre conscience à la fois de la responsabilité de l'État dans la marginalisation sociale et politique de ces populations et des balbutiements des pouvoirs publics pour résorber ces restrictions. Les feux de l'actualité – d'août 2010 sous le ministère de Brice Hortefeux à août 2012 et celui de Manuel Valls – ne révèlent-ils pas, malgré les alternances politiques, la continuité des mesures de l'appareil d'État au détriment des populations minoritaires ? En outre, la diversité des situations nationales témoigne des paradoxes de l'action publique, entre action positive, politique sociale et autisme bureaucratique.

Le dernier enjeu soulevé est celui de la reconnaissance de ces populations en tant que « groupe ethnique ». Samuel Delépine met plusieurs fois en garde le lecteur contre l'ethnisation de la question, qui conduit paradoxalement au rejet de ces populations. L'auteur identifie deux processus conjoints qui y contribuent : d'une part, des groupes d'influence roms portent un projet politique global de nation rom ; d'autre part, les autorités européennes « y voient une simplification aisée pour leurs programmes “en faveur des Roms” » (p. 29). Dans cette posture logique, il s'agit pour l'auteur de garantir la scientificité de l'objet, la diversité et la complexité étant les concepts de lecture les plus adaptés pour décrire la réalité sociale de ces populations.

Des situations contrastées en Europe : un chantier est ouvert

D'un point de vue méthodologique, la multiplicité des échelles d'analyse, depuis le continent jusqu'au quartier, constitue une grande richesse de l'ouvrage. La comparaison peut aussi s'avérer être un outil judicieux, à l'image de la juxtaposition des cartes du Maine-et-Loire et des Bouches-du-Rhône témoignant des différences politiques en matière d'application des schémas d'accueil des gens du voyage, le second département ne les respectant pas (p. 64-65). Les terrains étudiés concernent surtout la France et l'Europe orientale, ce qui peut s'expliquer par plusieurs raisons

pratiques : recherches de l'auteur, données des institutions européennes et des organisations non-gouvernementales (European Roma Rights Centre, Fondation Soros). Outre la France, la situation des Roms migrants en Europe occidentale n'est présentée que pour l'Italie, de sorte que deux grands pays européens ne sont pas traités : l'Allemagne est ainsi la grande absente de l'ouvrage, surtout si l'on pense à l'importance de l'accueil des réfugiés d'ex-Yougoslavie dans ce pays. De la même manière, l'absence de planches sur l'Espagne, où la présence des Gitans est immanquable, constitue une carence de l'ouvrage. D'autres terrains comme la Turquie, les États-Unis ou le Brésil, moins centraux mais néanmoins importants, auraient également mérité une note. Même si l'auteur était probablement contraint par la charte éditoriale de la collection, on peut, en outre, regretter qu'il n'y ait dans un tel atlas que des cartes et graphiques, et pas de photographies, qui, au-delà de leur statut d'illustration, constituent des objets scientifiques à part entière.

On mesure là tout le défi de l'entreprise de Samuel Delépine : rassembler des connaissances éparpillées sur un champ particulièrement complexe, qui, de surcroît, n'est investi par la recherche en géographie que depuis peu ; interroger les rapports entre la recherche, les représentations communes et l'instrumentalisation politique ; interpeller les pouvoirs publics – des institutions européennes aux municipalités – sur leur responsabilité en matière d'accès aux droits communs. Cet atlas est donc salutaire : il répond à une attente indéniable en matière d'exposition au grand public d'un objet scientifique encore riche d'interrogations.

Bibliographie

- Delépine, S. 2007. *Quartiers tsiganes. L'habitat et le logement des Roms de Roumanie en question*, Paris : L'Harmattan.
- Filhol, E. 2004. *La mémoire et l'oubli. L'internement des Tsiganes en France, 1940-1946*, Paris : L'Harmattan.
- Géocarrefour*. 2011. « Roms migrants en ville : pratiques et politiques en Italie et en France », vol. 86, n° 1. URL : <http://geocarrefour.revues.org/8210>.
- Humeau, J.-B. 1995. *Tsiganes en France. De l'assignation au droit d'habiter*, Paris : L'Harmattan.

David Frantz est docteur en géographie, membre associé d'ESO-Caen au sein de l'unité mixte de recherche (UMR) 6590 « Espaces et Sociétés » du CNRS. Ses recherches portent sur les interfaces entre formations sociales. Il a soutenu sa thèse en 2010 sur *Migrations et division sociale de l'espace en Toscane : structures et dynamiques*.

Pour en savoir plus :

Observatoire européen des politiques publiques en direction des groupes dits roms/tsiganes (Urbarom) : <http://urbarom.crevilles-dev.org>.

Pour citer cet article :

David Frantz, « Roms et Tsiganes : un atlas pour comprendre », *Métropolitiques*, 21 septembre 2012. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Roms-et-Tsiganes-un-atlas-pour.html>.